

**ATELIER DE L'AFRIQUE DE L'OUEST
POUR LA RÉGLEMENTATION DE LA BIOTECHNOLOGIE ANIMALE,
Dakar, Sénégal, 23-25 juillet 2018**

ETAT DES LIEUX DU DISPOSITIF ADMINISTRATIF, LEGISLATIF ET INSTITUTIONNEL EN MATIERE DE BIOSECURITE EN COTE D'IVOIRE

Augustin KONE

**Secrétaire Adjoint chargé des Affaires Institutionnelles,
des Relations Internationales à la Commission Nationale
de Développement Durable (CNDD),**

Point Focal National du Protocole de Cartagena

**Ministère de l'Environnement
et du Développement Durable**

Email : augustinkone@yahoo.fr

Plan de la communication

- 1. Initiatives de biosécurité**
- 2. Situation de la biosécurité**
 - **Réglementation**
 - **Systeme administratif**
- 3. Appui des Institutions**
 - **UEMOA**
 - **CILSS**
 - **CORAF/CEDEAO**
 - **NEPAD/ABNE**
- 4. Cas de demandes d'autorisation**
 - **Brésil**
 - **MINAGRI**
 - **UNILEVER**

Initiatives relatives à la biosécurité

- **1996** : Mise en place d'un Comité « ad hoc » de biosécurité
- **2002** : Démarrage du processus de ratification du Protocole de Cartagena et lancement du projet PNUD/FEM pour la définition d'un cadre national de biosécurité
- **2005** : Adoption du cadre national de biosécurité puis nomination du PFN du CEPRB/BCH
- **2007** : Adoption de la première loi autorisant l'Etat de Côte d'Ivoire à adhérer au Protocole de Cartagena.
- **2008** : Mise en place du CEPRB/BCH
- **2012** : Transmission du 1^{er} projet de loi sur la biosécurité au Secrétariat Général du Gouvernement et démarrage du processus de ratification du protocole additionnel de Nagoya Kuala Lumpur

Initiatives relatives à la biosécurité

- **2013** : Elaboration d'un avant projet de décret portant modalités d'utilisation des OGMs
- **2014** : Validation et transmission de l'avant projet de décret au Secrétariat Général du Gouvernement puis élaboration de projets d'arrêtés pour l'application dudit décret
- **2015** : Adhésion formelle de la Côte d'Ivoire au **Protocole de Cartagena** puis transmission d'un nouveau projet de loi sur la biosécurité au SGG.
- **2016** : Adoption de la loi nationale de biosécurité par l'Assemblée Nationale et promulgation par le Chef de l'Etat.

Initiatives relatives à la biosécurité

- **2017** : Elaboration de huit projets de décrets émanant de la loi de biosécurité
- **2018** : Transmission au SGG de celui relatif au cadre institutionnel et portant organisation, fonctionnement de deux organes de mise en œuvre (CNBIOS et ONBIOS) – Retransmission du dossier d'adhésion au Protocole additionnel de Nagoya Kuala Lumpur au Ministère des Affaires Etrangères – Finalisation en cours des sept autres projets de décrets.

Réglementation de la biosécurité

Accords internationaux connexes

Convention sur la diversité biologique

Convention internationale pour la protection des végétaux (de 1997),

Accord instituant l'Organisation Mondiale du Commerce

Convention phytosanitaire interafricaine

Accord portant révision de l'accord de Bangui du 2 mars 1977

Accords de l'OMC sur les ADPIC

Traité international sur les ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture adopté

Loi nationale portant régime de biosécurité

Autres textes nationaux (limités)

Introduction des végétaux en Côte d'Ivoire;

Protection des espèces ou variétés végétales locales;

Conditions d'importation et d'utilisation des produits phytosanitaires;

Droits de propriété intellectuelle;

Procédures d'études d'impact environnemental.

Systeme administratif

Institutions

Autorité Nationale Compétente

- CNDD à titre provisoire

Correspondant national du protocole

Point focal national du BCH

Point de contact pour les mesures d'urgences

Correspondants sectoriels

Laboratoires accrédités

Laboratoire National de Biosécurité (CNRA)

Réglementation de la biosécurité en perspective

Textes d'application de la loi

- Institutions
- Procédures diverses
- Cas de recours exclusif aux textes nationaux

Lignes directrices

- Catégorisation des expériences
- Confinement
- Expérimentation en champs
- Libération expérimentale
- Libération dans l'environnement
- notification aux partenaires nationaux
- suivi

Appui des Institutions sous régionales

❖ Commission de l'UEMOA/PRB UEMOA

- **2011** : Equipement du Laboratoire National de Biosécurité à hauteur de 113.443.922 FCFA, suivi d'un vaste plan de renforcement des capacités d'acteurs nationaux impliqués dans la biosécurité et de l'organisation de quatre ateliers nationaux.

❖ CILSS

- **2014** : Financement d'un atelier d'information et de sensibilisation du monde judiciaire et des mass medias sur la biotechnologie moderne et la biosécurité.

❖ CORAF/Projet OBAMA

- **2014** : Financement d'un atelier de validation de procédures et règles nationales en matière d'utilisation et de dissémination des OGM et produits dérivés.

Appui des Institutions sous régionales

❖ NEPAD/ABNE

- **2009** : Formation des formateurs et régulateurs en biotechnologie et en biosécurité à l'Université Cheick Anta Diop de Dakar.
- **2013** : Cours international de biosécurité pour les régulateurs et décideurs africains à l'Université Polytechnique de Bobo-Dioulasso.

Cas de demandes d'utilisation d'OVM

❖ **BRESIL**

- Alevins transgéniques de tilapia.

❖ **MINAGRI**

- Amélioration de certaines espèces végétales
- Programme National d'Investissement Agricole (PNIA)

❖ **UNILEVER (ex BLOHORN)**

- Additifs – taux de tolérance de présence en OGMs

**MERCI
POUR VOTRE
AIMABLE
ATTENTION**